M.E.S., Numéro 108, Janvier-Mars 2019
https://www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
Mise en ligne le 11 janvier 2022

POUR UNE ECO-ETHIQUE, FERMENT DU DEVELOPPEMENT

par

Jacques INGWE LAGILWA
Professeur Associé
Université Pédagogique Nationale

INTRODUCTION

De nos jours, la promotion de l'humanité dans l'homme fait face aux problèmes écologiques qui se posent dans nos sociétés façonnées par la financiarisation de toute l'économie mondiale.

La recherche d'une gestion heureuse de l'écologie devient objet de réflexion philosophique dans la mesure où des penseurs veulent comprendre si l'homme qui unifie le marché est une fin ou un moyen. Cette interrogation conduit à remettre en cause les rapports entre l'individu détenteur des capitaux, l'individu consommateur, la force du travail et la finalité de l'environnement physique. La recherche du bonheur partagé est-elle la Préoccupation des multinationales qui sont à la base de gaz à effet de serre?

Une implantation d'une entreprise dans un pays par préférence à un autre devient source de domination des forts et soumission des faibles sous couvert des négociations au cours desquelles les intérêts financiers l'emportent sur le bien-être de toute l'humanité.

Dans cette situation de mutation plusieurs Etats, sont mis en cause, par le fait qu'ils ils ne sont plus considérées comme les piliers emblématiques qui contribuent au bien vivre de toute l'humanité. D'où la question de savoir pourquoi l'homme tend progressivement à perdre son rôle éthique de formateur et d'intégrateur social pour ne conserver uniquement que celui de capitaliste d'un côté, de prolétaire contemporain de l'autre.

Les lignes qui suivent vont amorcer une discussion éthique sur l'importance de l'essence de la responsabilité de l'homme face à la nature. Dans cette réflexion, nous envisageons une compréhension multisectorielle de la visée humaine des problèmes environnementaux auxquels nous faisons face et pour lesquels les décisions sont prises en Europe, aux Etats unis, au Canada, au Japon ou en Chine.

Cette étude s'articule autour de deux points. Le premier expose l'aperçu socio-économique des problèmes écologiques actuels. Le second point aborde la discussion philosophique. Une brève conclusion met un terme à cette étude.

I. APERÇU SOCIO-ECONOMIQUE DES PROBLEMES ET DES SOLUTIONS ECOLOGIQUES

En même temps que la planète se réchauffe, le régime des précipitations se modifie et des phénomènes extrêmes tels que sécheresses, inondations et incendies de forêts deviennent plus fréquents. Dans des zones côtières densément peuplées et dans des Etats insulaires, des millions de personnes sont chassées de leurs habitations par la montée des eaux. Les populations d'Afrique, d'Asie et d'autres parties du monde pauvre sont confrontées à la perspective de récoltes désastreuses, d'une baisse drastique de la productivité agricole, d'une recrudescence de la faim, de la malnutrition et de maladies chroniques.[1]

Selon les experts à la COP 21, la réduction de la pauvreté et le développement durable demeurent des priorités fondamentales à l'échelle de la planète: un quart de la population des pays en développement au moins de 1,25 dollar par jour 'pour vivre. Un milliard d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable; 1,6 milliard n'ont pas l'électricité et 3 milliards ne bénéficient pas d'un assainissement adéquat Un quart des enfants, â l'échelle des pays en développement, souffrent de malnutrition. Répondre à ces besoins doit rester au cœur des priorités des pays en développement et des sources d'aide au développement - sachant que

[1] COP 21, Quelles solutions au changement climatique ? Problèmes économiques, n°3119, Paris, 2015, p.64.

le développement deviendra plus difficile du fait du changement climatique.[1]

Pour M. Bande, le changement climatique ne fait qu'ajouter à la complexité du problème. Les impacts de la variation du climat se font déjà sentir, avec l'augmentation du nombre de sécheresses, d'inondations, de tempêtes violentes et de périodes de canicule, qui grèvent les budgets des individus ainsi que des entreprises et des États.[2]

Il y a une évidence que l'économie du marché accentue davantage cette crise écologique. Elle doit fondamentalement tenir compte des facteurs environnementaux si elle veut vraiment être au service des êtres humains et des autres êtres de la nature. Nous pensons que la croissance est nécessaire au renforcement des capacités de résistance au changement climatique, mais elle ne suffit pas.

Des experts sur l'évolution du climat affirment que « *la croissance économique est indispensable pour réduire la pauvreté. Elle est aussi au cœur du processus qui permettra de renforcer la résistance des pays pauvres aux variations climatiques. Toutefois la croissance ne peut constituer- la seule réponse à un tel phénomène. Elle ne sera probablement pas assez rapide pour aider les pays les plus démunis, et pourrait même accroître leur vulnérabilité aux aléas climatiques. En outre, la croissance n'est généralement pas suffisamment équitable pour garantir la protection des plus pauvres et des plus vulnérables. Elle ne garantit pas non plus le bon fonctionnement des principales institutions. Enfin, si elle repose sur des modes de production à forte intensité de carbone, elle ne peut qu'accentuer le réchauffement planétaire* ».[3]

Agir maintenant

II nous faut agir maintenant parce que cc que nous faisons aujourd'hui détermine le climat de demain et les choix qui définiront notre avenir. À l'heure actuelle, nous émettons des gaz à effet de serre qui accroîtront la température de l'atmosphère pendant des décennies, voire des siècles. Nous construisons les centrales électriques, les réservoirs, les logements, les systèmes de transport et les villes qui nous serviront ou que nous habiterons probablement au moins pendant les cinquante prochaines années. Selon Lwambenga, « *les technologies et les variétés culturelles novatrices que nous testons actuellement dans le cadre d'opérations pilotes peuvent déterminer les sources d'énergie et d'alimentation auxquelles nous aurons recours pour satisfaire aux besoins dc 3 milliards d'habitants de plus à l'horizon 2050*»[4]

En effet, le système climatique fait preuve d'une grde inertie. Les concentrations de C02 réagissent avec un décalage temporel à une réduction des émissions:

Le C02 reste dans l'atmosphère pendant des dizaines d'années, voire des siècles, de sorte qu'il faut du temps avant qu'une réduction des émissions ait un impact sur les concentrations. Les températures réagissent avec un décalage temporel à une réduction des concentrations : celles- ci continueront d'augmenter pendant quelques siècles après que l'on est parvenu à stabiliser les concentrations. Enfin, le niveau de la mer réagit avec un décalage temporel à une baisse des températures la dilatation thermique des océans par suite d'une augmentation de la température se poursuivra pendant au moins un millénaire tandis que l'élévation du niveau de la mer due à la fonte des glaces pourrait perdurer durant plusieurs millénaires.[5]

II. DISCUSSION ETHIQUE

Le visage actuel de l'écologie se présente comme l'apogée de rencontre qui ont amené les capitaux des différentes entreprises de cinq continents en vue de répondre collégialement aux défis posés par la pauvreté de la majorité des peuples face à l'opulence de la minorité néolibérale.

Cette minorité prédatrice utilise une grande influence médiatique, scientifique, politique et religieuse sur la scène internationale pour' justifier la solidité du nouvel ordre économique mondial qui a le visage d'une dictature mondiale. Cette minorité a deux caractéristiques principales:

- La première concerne une organisation professionnelle basée sur la compétitivité

En effet, la mondialisation réorganise la propriété privée dans de grandes organisations tout en laissant la concurrence jouer on jeu par rapport à la liberté de chaque entreprise.

- La primauté du business sur la dignité humaine

[1] Idem

[2] BANDE, M., et Al., *Chiffre clés du climat*, Paris, éd. Le monde, 2017, p.25

[3] Bulletin des négociations de la terre (ENB) compte rendu de la quarante-septième session du groupe d'experts sur l'évolution du climat du 13 au 16 mars 2018, Paris, Vol 12, n°715, pp-25-26

[4] LWAMBENGA KABENDULA M., Hygiène et assainissement de l'environnement, essai phénoménologique sur la biodiversité et la terre contre le réchauffement climatique, Kinshasa, Médias Paul, 2013, pp 11, 59, 60.

[5] Centre d'analyse stratégique, les instruments économiques au service du climat, n°45, éd. La documentation française, Paris, 2012, pp.123-128.

Il s'agit de l'idée selon laquelle le business et les intérêts économique priment sur le droit de gens: droits sociaux, politique, culturels et écologiques. Les droits des affaires et le système comptable à l'instar de l'OHADA priment dans le climat des affaires.

Les discours dominant sur le droit de l'homme avec son incidence humanitaire est une idéologie dominante qui a comme principe fondamental, l'uniformisation de droit à la paix universelle que garantit la prospérité universelle.

Cette référence au droit des affaires vise tout simplement à tromper le faible avec des textes juridiques internationaux comme la Déclaration Universelle des Droits de l'homme de 1948, le Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturel de 1966, la Déclaration sur le droit au développement de 1986; la Déclaration de pékin lors de la 4ème conférence mondiale sur les femmes en 1995, la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail de 1998.

2.1. Portée éthique de l'écologie (ECO-ETHIQUE)

Comme on le voit, la crise écologique, du point de vue subjectif et objectif, pose des questions philosophiques (et éthiques) sérieuses car elles sont toutes existentielles et cristallisent par là-même le méta-niveau de crise dans lequel se retrouve la nature humaine. II en va particulièrement de la conception même que l'homme a de lui-même ainsi que de son être. Deuxièmement, il s'agit du rôle de la liberté humaine et de son autonomie dans cette perspective anthropologique toute schématisée, prédéterminée et programmée. En troisième lieu, l'anéantissement de l'individu ne s'arrête pas à ce double niveau que l'on pourrait qualifié d'ontologique. En effet, il touche aussi la quasi-totalité de la sphère socioculturelle.

Vincent Bensaude, parlant de l'anthropologie de la techno-science, explicite cette culture de la manière suivante: « Les distinctions traditionnelles qui fonctionnaient comme repères ou garde-U fous de notre culture tombent en cascades comme des châteaux de cartes. Ainsi en va-t-il de la dichotomie entre nature et artifice, de la distinction classique entre inerte et vivant, de la distinction moderne entre matière et esprit, ou encore entre l'homme et la nature, l'homme et la machine, qui conduit parkiis à traiter la techno-science comme un avatar de la post modernité»[1]

Nous pensons que, épingler les dangers et les cris ne doit pas être le seul reflexe de notre part. Sinon le procès ne sera pas conduit jusqu'au bout quand bien même nous serions arrivés à prononcer une condamnation à perpétuité de l'accusé. II ne faut aller vers une économie de marché écologique ou d'un capitalisme écologique.

En effet, le plaidoyer philosophique n'a pas besoin d'arguments compliqués pour s'exprimer. Est-ce que le XXIème siècle pourra se décapitaliser ? En d'autres termes, serait-il prêt à abandonner le capitalisme ? II nous semble qu'il nous sera difficile d'abandonner l'économie de marché puisqu'elle devient le maître dans les systèmes et les opérations économiques modernes.

Nous sommes, comme pour ainsi dire, dans le mariage pour le meilleur et pour le pire. C'est dire qu'il ne nous reste plus qu'à chercher des mécanismes écologiques d'encadrement afin que ce mariage porte des fruits pour l'avenir de la nature et de l'humanité. Notons que le salut ne viendra pas d'une seule discipline et certainement pas de l'économie seule. II nous faut privilégier l'interdisciplinarité dans la mesure où l'enjeu est énorme.[2]

C'est dans cette perspective qu'à partir de l'éthique écologique nous pouvons nous engager, sans entrer en profondeur et en détails dans ses différents et nombreux arguments anthropocentriques et physio-centriques avec leurs corolaires. Nous proposons simplement quelques principes que nous estimons susceptibles d'apporter un plus à l'économie de marché, afin que les échanges et la production prennent en compte et intègrent la vie de tous les vivants et la possibilité pour la nature d'offrir encore un espace vital (habitable), y compris pour les générations futures.

Cela dit, le pi-enlier principe est celui de la révision du rapport Homme-Nature. L'homme est pris ici comme étant l'agent capitaliste. En effet, l'on doit comprendre que la logique du profit telle qu'elle se déploie dans les échanges et la production, fini par ne pas tenir compte de la sauvegarde de la nature pour elle-même. Et tant que le profit restera le leitmotiv qui guide et guidera notre approche de la nature; celle-ci sera sans cesse perçue à travers une logique instrumentale et objectivante. En revisitant notre perception de la nature, nous y verrons autre chose qu'une simple matière inerte et neutre. Nous y verrons également autre chose qu'un simple réservoir de

[1] BENSAUDE, V., *L'opinion publique et la science*. *A chacun son ignorance*, 3ème édition, Paris, éd. La découverte, p.26

[2] FABRA, P., « Le capitalisme », in *Encyclopedia universellis*, Paris, Corpus 4, 1996, pp.940-941

ressources naturelles inépuisables à exploiter indéfiniment Nous y trouverons enfin et certainement une dimension axiologique la plaçant au niveau de partenaire avec qui, selon Jonas, nous pouvons nous lier métaphysiquement et phénoménologiquement, et pourquoi pas aussi, juridiquement. Il y a, pour ainsi dire, une solidarité entre l'être humain et la nature qui fait que l'un découvre finalement la dignité autonome de l'autre et s'oblige par là au respect de son intégrité par-delà l'aspect utilitaire.

Au-delà de ce passage de l'instrumentalisation à la « resubjectivation » de la nature ou à un partenariat à travers ces différents liens, révision» de la relation avec la nature devra également conduire à une révision du sens. Il s'agit non seulement de la direction que l'individu doit prendre dans cette relation et la signification qu'il peut en donner, mais aussi du sens de tout ce qui est à entreprendre dans les affaires, en l'occurrence celles qui concernent le domaine de l'économie de marché. Tout compte fait, l'être humain en révisant sa relation avec la nature et en proposant un sens nouveau à celle-ci pourra aussi se réconcilier et vivre en paix avec elle. C'est cc regard nouveau qu'impose aujourd'hui l'écologie[1].

Au principe de la révision du rapport Homme-Nature, il faut joindre celui de la précaution. Denis Grison, dans son ouvrage "Vers une multiplicité des précautions", trace le cadre de ce principe dans son rapport avec l'économie de marché en ces termes: « Dans une société où l'économie de marché a imposé partout sa loi, il ne semble guère possible d'instaurer une attitude générale de précaution sans en limiter les prérogatives. Une s'agit pas de supprimer le marché - il paraît tout à fait irréaliste de vouloir se priver complètement des services qu'il peut rendre - mais plutôt d'en limiter le domine d'intervention et d'établir, dans les domaines libérés de son emprise, d'autres mécanismes ou institutions. S'il ne s'agit pas d'une révolution, c'est cependant une profonde transformation de l'économie qui doit être engagée pour entrer dans la société de précaution »[2]

Il s'agit donc par ce principe, ainsi que l'exprimaient les Évêques d'Afrique du Sud dans leur Lettre pastorale à l'occasion du Sommet des Nations Unies sur le changement climatique (COP2I), de « prendre des décisions liées au développement économique qui ne soient pas assujetties aux besoins économiques immédiats mais aux besoins nécessaires à la survie des générations futures »[3]
En matière des ressources naturelles, notre point de vue est le suivant : qu'il s'agisse de celles qui peuvent se renouveler ou surtout de celles qui nie peuvent pas économie de marché devra d'une part intégrer ce principe de précaution en privilégiant impérativement les attitudes de conservation, de préservation, de renouvellement, plutôt que de miser sur le profit, le « progrès sans autre forme de procès, le perfectionnement et l'accumulation effrénés des richesses ».[4] D'autre part, elle doit prendre en compte la condition globale de la vie humaine et l'avenir lointain des espèces. Comme l'affirme Virginie Maris, « la biodiversité offre de nombreux bénéfices aux êtres humains, il peut être justifié d'enrayer son déclin pour de simples raisons prudentielles »[5] en inversant les pratiques déplorées de l'économie technocratique actuelle.

CONCLUSION

Globalement, on peut penser que l'écologie mondialisée a contribué à construire au sein des opinions occidentales, le mythe de l'environnement heureux». C'est avec raison que Pierre Bourdieu souligne la force de frappe médiatique du discours néolibéral qui n'est si fort et si difficile à combattre que parce qu'il a pour lui toutes les forces d'un monde de rapports de forces qu'il contribue à faire tel qu'il est.

La première conséquence concerne le modèle officiel du développement. Ce modèle est présenté par des graphiques sur papier en insistant sur la croissance macro-économique. Cela avait donné lieu aux programme des ajustements structurels des années 80 et 90.

A cette époque-là, le libéralisme préconisait l'approche consistant à appliquer mécaniquement les mêmes réformes suivant les mêmes modalités à tous les pays en développement quel que soit leur profil.

Aujourd'hui, tour repose sur l'idée d'appropriation par le pays et inclut l'impératif de la lutte contre la pauvreté. Les programmes d'ajustement structurel (PAS) cèdent la place aux documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP), qui accordent une plus grande importance à la dimension

[1] GRISON, D., *Vers une multiplicité des précautions*, Paris, L'Harmattan, 2009, p.30
[2] MARIS V., *Philosophie de la biodiversité. Petite éthique pour une nature en péril*, Paris, Buchet/Chatel, 2010, p.115
[3] EVEQUES D'AFRIQUE DU SUD, Le grand défi spirituel posé à tous les chrétiens. Lettre pastorale des Evêques d'Afrique du Sud, In la Documentation Catholique, n°2481 (2012), p.13
[4] JONAS, H., Le principe responsabilité, *op.cit*., p.226
[5] MRIS, V., *op.cit.,* p.15.

humaine des réformes en prévoyant la mise en place de mécanismes de participation des acteurs sociaux afin d'accorder plus de poids aux « sans voix ».

En septembre 2000, l'adoption des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) par la communauté internationale a consacré l'introduction du social dans les grandes agences du développement.

Cependant, les noyaux de réformes néo libérales continuent à figurer parmi les conditionnalités économiques associées à l'aide ou aux réductions de dette: privatisation, flexibilité du marché du travail, libéralisation du commerce et flux de capitaux ou libéralisation et déréglementation des marchés.

Malgré ces réformes sociales, les grandes orientations économique, les accords commerciaux et les vrais décisions qui induisent l'enrichissement de plus riche et la pauvreté de plus pauvre restent l'apanage de grands capitalistes de multinationale.

L'écologie mondialisée est l'œuvre des négociations des pays de la Triade (Etats-Unis, Japon, Europe). Il existe les obstacles commerciaux qui limitent l'accès des marchandises agricoles et industrielles des pays du Sud aux marchés d'Europe et des Etats-Unis. Cela remet en cause le credo libre échangiste qui domine les négociations commerciales.

Sur ce plan commercial, les réunions internationales sur le réchauffement climatique soulèvent beaucoup de critiques de la part de mouvement de la société civile avec son slogan « un autre monde plus humain est possible ».

Si la grande majorité des militants altermondialistes adhérents à ce slogan, cependant, la manière dont il est mis en œuvre sur l'écologie fait l'objet de débats parfois vifs entre les différentes composantes du mouvement. En effet, plusieurs organisations estiment que, dans leur forme actuelle, les forums s'apparentent davantage à un étalage sans fin de causes les plus diverses qu'à un mouvement cohérent.

Pour gagner en efficacité politique, il serait donc nécessaire de se donner les moyens d'élire une série de priorités communes et de coordonner les actions subséquentes à l'échelle mondiale afin de peser ensemble dans la même direction et contrecarrer les politiques néolibérales des institutions internationales. A l'opposé, un grand nombre de militants estiment que les foras sociaux ne survivraient pas à une telle structuration. Les décisions relatives à l'affectation des terres et aux formes urbaines (c'est-à-dire la structure et la densité des villes) font sentir leurs effets pendant plus d'un siècle.

Par ailleurs, les infrastructures qui ont de longues durées de vie génèrent des investissements dans des biens d'équipement associés (des voitures dans le cas des villes à faible densité ; des centrales de cogénération au gaz à proximité de gazoducs) qui verrouillent les économies dans des styles de vie et des modes de consommation énergétique déterminés.